

## Uniform Act Project Of Statute Of Judicial Officers

It was five years ago that was decided, at the time of the council of the presidents of the national chambers of the Ohada zone which was held in Dakar, to launch a vast deliberation aiming at evaluating the advisability of promoting a project of a harmonized statute of the judicial officers for the countries of the Ohada zone.

After several years of studies and dialogue, the interested presidents were to come in April 2007, at the time of the council in Abidjan, to a unanimous agreement on the text of a uniform statute.

This project was transmitted to the secretariat of Ohada in Yaounde, as well as to the presidency of Ohada (Niger at the time), in order to implement it by way of adoption of a uniform act.

Unfortunately, the text was to be rejected by the Council of the Ministers of justice in its meeting of 12 December 2007 in Niamey.

However, the arguments developed in the proposal were largely inspired by the provisions of the treaty of 17 October 1993 which fixes the framework of the installation, for the Member States left of Ohada, of a Business Law likely to support the development of companies and trade.

The project which had been prepared took account of the multiple provisions postulating for a reinforcement of legal security, development of the economic activities and encouragement to investment.

Moreover, the project of statute is aligned on a certain number of devices relating in particular to the efficiency in the enforcement of court decisions, legal security, recovery of debts and training of auxiliaries of justice (preamble to the treaty), the latter being besides for a long time committed (ten years now) with Ufohja of which we may recall that the seminar in Lome (9-11 April 2008) constituted the 26th session.

Further still, beside the uniform act on enforcement procedures of 1 October 1998, wasn't the prospect to have a body of judicial officers operating in a uniform way from Dakar to Brazzaville likely to promote the unifying treaty of Ohada and in addition to constitute a significant element in favour of legal security?

The incomprehension of the judicial officers in the decision of rejection of the Council of the Ministers is strong as this posture is based on the "nonconformity of the project of statute with the treaty of Ohada" which is, as we have seen, completely unfounded.

In any assumption, the conference in Lome marked the determination of the presidents to pursue their objectives, undoubtedly, in order to give a better explaining of their initiative, and to have their request re-examined very soon.

## Participation de l'UIHJ au 2<sup>e</sup> congrès de l'AHJUCAF à Dakar les 7 et 8 novembre 2007

Le deuxième congrès de l'Association des Hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF) s'est tenu à Dakar les 7 et 8 novembre 2007 sur le thème de « L'indépendance de la justice » en présence de Jacques Isnard, président de l'UIHJ et de Yacine Sene, vice-présidente de l'UIHJ.

### Trente cinq Etats, sept organisations institutionnelles et deux ONG

Cette manifestation était organisée par la Cour de cassation du Sénégal, sous l'égide de l'Organisation internationale de la francophonie. Trente cinq Etats ainsi que sept organisations institutionnelles et deux ONG (l'Union internationale des avocats et l'UIH) étaient présentes au moment d'aborder le thème des deux journées de réflexion : « *L'indépendance de la justice* ».

Les plus hauts magistrats des pays intéressés auxquels s'étaient joints quelques experts en renom s'étaient donnés rendez-vous dans la capitale sénégalaise pour apporter leur contribution à des débats qui devaient s'avérer nourris.

La séance d'ouverture était placée sous la présidence de Cheikh Hadjibou Soumare, premier ministre de la République du Sénégal qui devait prononcer au nom du président de la République, Abdoulaye Wade, les mots d'accueil et de bienvenue. Cette cérémonie était animée par Papa Oumar Sakho, premier président de la Cour de cassation du Sénégal et président de l'AHJUCAF.

Le premier magistrat sénégalais devait, d'entrée de jeu, fixer les caractéristiques de l'indépendance de la justice « *à la fois condition nécessaire de la promotion de l'Etat de droit et moyen de sa sauvegarde* ».

Dans sa conception institutionnelle et culturelle, l'indépendance de la justice repose sur la supériorité de l'Etat de droit sur l'Etat de la police ou l'Etat administratif. Ce faisant, l'application de ce principe ne doit pas masquer la situation de crise psychologique de la justice illustrée par la masse de critiques adressées à « la justice » au sens large du terme.

Ces éléments militent, selon le président de l'AHJUCAF, pour un délitement progressif de la confiance des citoyens dans la justice et la « *cristallisation d'une opinion négative du public, levain d'une mauvaise image du pouvoir judiciaire* ».

La conclusion s'évince d'elle-même : il importe de réagir et sans doute l'AHJUCAF pourrait être l'instrument de cette réaction.

### Une approche réaliste

La base de cette reconquête des fondements d'une justice à l'image restaurée repose sur l'idée de promouvoir une juste répartition du pouvoir — au sens politique du terme —, entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire, qui permettrait à chacun, dans son pré-carré, d'exprimer sa propre souveraineté.

En définitive, la séparation des pouvoirs demeure au cœur des problèmes et une approche « *réaliste* » de la situation conduit à s'apercevoir, selon le magistrat, que l'exécutif amorce quelques réticences à en respecter les contours, sans pour autant remettre en cause l'indépendance du juge.



Une partie des participants — A part of the participants



Yacine Sene, vice-présidente de l'UIHJ - Vice-President of the UIHJ, Jacques Isnard

Pour obvier à ce qui paraît constituer un déséquilibre, il conviendrait de renforcer les garanties du juge par voie constitutionnelle. De tels propos étaient de nature à lancer les débats pour lesquels vinrent se succéder à la tribune :

- M. Alioune Badara Fall, professeur de droit public à l'université de Bordeaux IV et Mme Nicole Duple, professeur à l'université de Laval (Canada), sur le thème des « *Menaces de l'indépendance* » (Président de séance M. Papa Oumar Sakho, président de l'AHJUCAF) ;
- M. Gabor Szeplaki-Nagy, conseiller référendaire à la Cour suprême de Hongrie, directeur de cabinet de la présidence, et M. Saad Moummi, président de chambre à la Cour suprême du Maroc, membre du cabinet du premier président, sur le thème des « *Protections de l'indépendance* » (Présidence de M. Driss Dahak, premier président de la Cour suprême du Maroc).

En clôture des exposés, une table ronde organisée autour de « *L'expérience internationale de la Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA* » et animée par M. Ndongo Fall, président de la Cour commune de justice et d'arbitrage, devait précéder le rapport de synthèse présenté par M. Ivan Verougstraete, président de la Cour de cassation de Belgique.

### Le chef de l'Etat, garant de l'indépendance des juges

Le congrès devait être clôturé par l'adoption d'une motion finale exprimant :

- que l'indépendance de la justice, comme celle des juges, passe pour ces derniers d'une part, par un recrutement, un déroulement de carrière et un statut disciplinaire exclusif de toute ingérence politique et d'autre part, par un régime soumis à des règles transparentes et démocratiques ;
- que le chef de l'Etat s'impose comme le garant de cette indépendance, étant entendu que cette tâche ne saurait lui incomber personnellement, mais devrait, tout au contraire, être confiée à des personnes indépendantes au rang desquelles figureraient des magistrats.

La motion devait encore souligner que l'indépendance des magistrats excluait toute forme de corruption, qu'elle devait être assujettie à une rémunération décente et à l'octroi de crédits nécessaires au fonctionnement de ce « *service de société* ».

Enfin, ultime conclusion, il était fait rappel aux règles de l'inamovibilité des magistrats et à l'exigence d'un consentement explicite et libre en préalable avant toute mutation, sauf à établir juridiquement un régime de mobilité adapté à l'intérêt du service.

L'UIHJ était présentée par son président, Jacques Isnard et sa vice présidente, Yacine Sene.

Après une réception très conviviale à la résidence de l'ambassade de France, les congressistes étaient conviés à une soirée de clôture, empreinte d'une chaleur à nulle autre égale, comme savent si bien l'entretenir les hôtes sénégalais, c'est-à-dire dans la tradition Teranga.

## Participation of the UIHJ in the 2<sup>nd</sup> Congress of the AHJUCAF in Dakar on 7 and 8 November 2007

The Second Congress of the Association of the High Jurisdictions of Cassation of the Countries Sharing the Use of French (AHJUCAF) was Held in Dakar on 7 and 8 November 2007 on the Topic of "The Independence of Justice" in the Presence of Jacques Isnard, President of the UIHJ and Yacine Sene, Vice-President of the UIHJ.

### Thirty Five States, Seven Institutional Organisations and Two NGOs

This event was organised by the Court of Cassation of Senegal, under the aegis of the International Organisation of the speaking and promotion of French around the world. Thirty five States as well as seven institutional organisations and two NGOs (the international Union of lawyers and the UIHJ) were present at this two days seminar on: "The independence of justice".

The Chiefs Justice of the interested countries to whom some renowned experts had joined convened in the Senegalese capital to contribute to the debates which proved to be nourished.

The opening meeting was placed under the chair of Mr. Sheik Hadjibou Soumare, Prime Minister of the Republic of Senegal who was to pronounce a warm welcome speech, in the name of the President of the Republic, Mr Abdoulaye Wade. This ceremony was chaired by Mr. Papa Oumar Sakho, First President of the Court of Cassation of Senegal and President of the AHJUCAF. From the start, the Chief Justice of Senegal laid the characteristics of the independence of justice "at the same time a condition of the promotion of the Rule of Law and a means of its safeguard".

In its institutional and cultural conception, the independence of justice lies on the superiority of the Rule of Law, on a Police State, or an Administrative State. By doing this, the application of this principle should not mask the psychological crisis of the justice illustrated by the load of criticisms addressed to "the justice" in its broad sense.



According to the President of the AHJUCAF, these elements call for the progressive splitting of the trust of the citizens in the justice system and in the “crystallization of a negative opinion of the public, leaven of a bad image of the judicial power”.

This call for a natural conclusion: it is important to react and undoubtedly the AHJUCAF could be the instrument of this reaction.

### A Realistic Approach

The base of this recapture of the foundations of a justice with a restored image rests on the idea to promote a fair distribution of powers — in its political meaning —, between the executive, the legislature and the judiciary, which would allow everyone, in their own domains, to express their own sovereignty.

Ultimately, the separation of powers remains in the heart of the problems and a “realistic” approach of the situation results in realising, according to the Judge, that the executive is reluctant to respect its contours, without challenging the independence of the judge.

To obviate what appears to constitute an imbalance, it would be advisable to reinforce the guaranties of the judge by constitutional way. Such remarks were likely to launch the debates for which several speakers followed one another at the chair:

- Mr. Alioune Badara Fall, professor of public law at the university of Bordeaux IV and Mrs Nicole Duple, professor at the university of Laval (Canada), on the topic of “Threats on independence” (Chairman Mr. Papa Oumar Sakho, president of the AHJUCAF);
- Mr. Gabor Szeplaki-Nagy, public auditor at the Supreme Court of Hungary, principal private secretary of the presidency, and Mr. Saad Moummi, President of Chamber at the Supreme Court of Morocco, member of the cabinet of the first president, on the topic of “Protections of independence” (Chairman Mr. Driss Dahak, first president of the Supreme Court of Morocco).



Driss Dahak, président de la Cour suprême du Maroc, président honoraire de l’Ahjucaf, Saad Moummi, Saad Moummi, président de chambre à la Cour suprême du Maroc, Jacques Isnard, président de l’UIHJ  
- Driss Dahak, President of the Supreme Court of Morocco, Honorary President of Ahjucaf, Saad Moummi, President of Chamber of the Supreme Court of Morocco, Jacques Isnard, president of the UIHJ

At the end of the lectures, a round table was organised around “the international experience of the Common Court of Justice and Arbitration of the OHADA” and chaired by Mr. Ndongo Fall, President of the Common Court of Justice and Arbitration, was to precede the summary report presented by Mr. Ivan Verougstraete, President of the Court of Cassation of Belgium.

### The Head of the State, Guarantor of the Independence of Judges

The congress was to be enclosed by the adoption of a final motion expressing:

- that the independence of justice, like that of the judges, rests for the latter on the one hand, by a recruitment, a course of career and an disciplinary statute exclusive from any political interference and on the other hand, by a mode been subject to transparent and democratic rules;
- that the Head of the State asserts himself as the guarantor of this independence, given that that this task could not fall on to him personally, but would have, quite on the contrary, being entrusted to independent people including judges.

The motion was to still stress that the independence of the Judges excludes any form of corruption, that it was to be subjugated to a decent remuneration and the granting of appropriations necessary to the functioning of this “service to society.”

Lastly, the ultimate conclusions focused on the rules of the irremovability of the judges and the requirement of an explicit and free assent in precondition before any change, except when establishing a legal mode of mobility adapted to the interest of the service.

The UIHJ was represented by its president, Jacques Isnard and its vice president, Yacine Sene.

After a very convivial reception at the residence of the French embassy, the congressmen were invited to a closing evening, marked with the special warmth that characterise Senegalese hosts, i.e. in the Teranga tradition.



Les représentants du Mali et du Liban — The representatives of Mali and Lebanon